

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1131<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Lundi 23 octobre 1967,  
à 15 h 15

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Pages
<b>Point 39 de l'ordre du jour:</b>	
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite)	
Adoption de la première partie du projet de rapport de la Commission. ....	129
<b>Point 42 de l'ordre du jour:</b>	
Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite):	
a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;	
b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général.	130

**Président:** M. Jorge Pablo FERNANDINI  
(Pérou).

**POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR**

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite\*)

**ADOPTION DE LA PREMIÈRE PARTIE DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.962)**

1. M. CHADHA (Inde), rapporteur, présente la première partie du projet de rapport de la Commission consacrée à la question du Colloque international sur le développement industriel (A/C.2/L.962). Comme suite à la décision prise par la Commission à sa 1122<sup>e</sup> séance, les opinions de certaines délégations qui l'ont demandé expressément ont été résumées aux paragraphes 5 à 11 du projet de rapport.

2. M. VARELA (Panama) rappelle qu'à la 1122<sup>e</sup> séance il a instamment prié tous les pays industrialisés de participer au Colloque de manière à contribuer à l'accélération de l'industrialisation des pays en voie de développement. Toutefois, contrairement à ce que laisse supposer le paragraphe 12, il n'a pas dit qu'il pouvait, dans une certaine mesure, apprécier la position de certains pays qui ont exprimé des réserves concernant leur participation au Colloque si celui-ci se tenait à Athènes.

3. M. BRADLEY (Argentine) dit que sa délégation partage l'avis du représentant de Panama.

\*Reprise des débats de la 1127<sup>e</sup> séance.

4. M. AGIUS CESAREO (Malte) marque son accord complet avec les deux orateurs précédents. Le paragraphe 12 du projet de rapport refléterait plus fidèlement les débats de la Commission si, dans la première phrase, on insérait "certains d'entre eux ont ajouté" après "formulées et ...". On ne voit pas clairement si les mots "des pays" à la fin de cette phrase visent les pays en voie de développement ou les pays qui ont formulé des réserves. Enfin, M. Agius Cesareo aimerait savoir pourquoi la délégation dont l'opinion est consignée au paragraphe 11 n'a pas été nommément citée, en dépit du précédent créé aux paragraphes 5 à 10.

5. M. HOUNTON (Dahomey) rappelle qu'au cours de la discussion relative au Colloque international sur le développement industriel, sa délégation a déclaré que, si elle n'avait pas d'objections à participer au Colloque s'il se tenait à Athènes, elle serait également disposée à y assister s'il se tenait ailleurs, pour autant que tous les pays industrialisés y prennent part. Il espère que cette opinion figurera dans le rapport de la Commission.

6. M. CHADHA (Inde) [Rapporteur] dit que la première phrase du paragraphe 12 sera modifiée dans le sens indiqué par le représentant de Malte. Les mots "des pays" à la fin de cette phrase peuvent être remplacés par "des pays qui avaient formulé des réserves".

7. Le paragraphe 11 se rapporte aux vues de la délégation suédoise, qui a demandé expressément de ne pas être citée nommément. Les pays socialistes dont les vues sont reprises dans le paragraphe précédent ont demandé que leurs noms y figurent.

8. En ce qui concerne la question soulevée par le représentant du Dahomey, la Commission a décidé à sa 1122<sup>e</sup> séance de consigner dans son rapport les opinions des délégations qui en ont exprimé le désir. La délégation du Dahomey n'en a pas exprimé le désir avant la présente séance mais, si la Commission en décide ainsi, on pourrait inclure dans le rapport un paragraphe exposant sa position.

9. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission approuve la section du projet de rapport (première partie) contenue dans le document A/C.2/L.962, telle qu'elle a été modifiée oralement par le représentant de Malte et le rapporteur, et qu'elle autorise ce dernier à y inclure un paragraphe exposant les vues de la délégation du Dahomey, lequel paragraphe sera établi en consultation avec cette délégation.

*Il en est ainsi décidé.*

*La première partie du projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.962), tel qu'elle a été amendée, est adoptée.*

## POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite) [A/6703, chap. V, sect. I; A/6703/Add.1, chap. IV; A/6848, A/C.2/L.960, A/C.2/L.961, E/4408/Rev.1]:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4274 et Add.1, E/4293 et Add.1 et 2, E/4327, E/4371, E/4375);
- b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4374 et Add.1 et 2)

10. M. FRANZI (Italie) estime que, si le problème du financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement n'a pas été résolu, des progrès sensibles ont été réalisés, car le courant des ressources vers ces pays atteint aujourd'hui un niveau inconcevable en 1950 lorsque l'Assemblée générale a adopté sa résolution 400 (V). Le Gouvernement italien estime que ce courant doit encore être augmenté et que les modalités et les formes de l'aide doivent être améliorées et plus étroitement adaptées à la situation économique des pays bénéficiaires. La politique italienne en matière d'aide multilatérale et bilatérale est conçue de manière à réaliser ces objectifs, qu'il s'agisse de fonds publics ou de fonds privés. L'Italie est encore un pays importateur net de capitaux et sait par expérience que le financement extérieur joue un rôle important dans le développement économique. C'est pourquoi elle intensifie ses efforts en vue d'atteindre l'objectif de 1 p. 100 fixé pour la Décennie des Nations Unies pour le développement, en dépit de ses propres problèmes de développement et du fait que son revenu per capita est inférieur à celui de nombre de pays en voie de développement.

11. En 1966, les prêts financiers italiens destinés aux pays en voie de développement ont été accordés en général à des conditions sensiblement plus favorables que les conditions du marché, grâce à des remises d'intérêts variant de 0,75 p. 100 à 4,65 p. 100, supportées par le budget de l'Etat. Ces crédits ont notamment été accordés à l'Inde, à l'Indonésie, à la République arabe unie et à la Turquie. Selon le dernier rapport du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>1/</sup>, les versements nets du secteur public italien se sont accrus en 1966 d'environ 27 p. 100 pour atteindre le chiffre le plus élevé qui ait été enregistré depuis 1957. Les apports publics bilatéraux ont pratiquement diminué de moitié à la suite d'une réduction de 9 p. 100 des versements bruts et d'une augmentation de 10 p. 100 des recettes d'amortissement. En revanche, les apports publics aux organismes multilatéraux ont plus que doublé en raison principalement d'importants achats d'obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de la Banque interaméricaine pour le développement. L'Italie a, en outre, accru ses contributions à l'Association internationale de développement (AID) et aux institutions des Nations Unies. Le rapport note également que l'Italie occupe

le premier rang parmi les pays contribuant aux organismes multilatéraux (91 millions de dollars), dépassant légèrement les Etats-Unis. Si, à l'aide publique, l'on ajoute l'aide financière privée et en particulier les crédits à l'exportation garantis, l'Italie a déjà largement dépassé l'objectif de 1 p. 100.

12. Au cours de la deuxième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, en avril 1967, plusieurs orateurs ont souligné l'importance des crédits à l'exportation. En raison de l'impossibilité d'accroître, dans un avenir prévisible, l'assistance financière publique, ces crédits sont appelés à jouer un rôle sans cesse plus important dans les relations économiques entre pays développés et pays en voie de développement, voire entre les pays en voie de développement eux-mêmes. La plupart des critiques qui ont été formulées à l'égard des crédits à l'exportation sont injustifiées, comme le fait très bien ressortir le fait que les pays en voie de développement continuent d'y recourir pour se procurer les biens d'équipement et les services nécessaires à leur développement économique. En 1966, 71 p. 100 des crédits à l'exportation consentis par des sociétés italiennes l'ont été par des entreprises librement choisies par des pays en voie de développement à la suite d'offres internationales. Les biens et services en question ont été fournis à des prix pleinement compétitifs sur le marché mondial et ont été utilisés dans le cadre de projets choisis en tenant compte des objectifs de développement des pays bénéficiaires et non pas sur la base des crédits disponibles.

13. Il est encourageant de noter qu'en avril 1967, la Commission des invisibles et du financement lié au commerce a adopté à l'unanimité un Exposé concerté sur les problèmes du développement<sup>2/</sup>. C'est la première fois peut-être que les pays développés et les pays en voie de développement ont établi en commun le diagnostic des problèmes du développement et défini leurs responsabilités respectives.

14. La notion d'écart entre pays développés et pays en voie de développement est utile dans la mesure où elle illustre la gravité du contraste entre l'opulence et la misère qui coexistent dans le monde actuel. Mais il ne faudrait pas considérer comme une fin en soi l'abolition de l'écart en question, car les progrès des pays en voie de développement doivent se mesurer en fonction de leur situation initiale, et non pas par rapport à la croissance des pays développés. En outre, il ne faut pas oublier que le produit national brut ne reflète pas les progrès réalisés dans d'autres domaines importants comme la formation professionnelle, la fourniture d'énergie électrique, la réforme des structures fiscales, etc.

15. Le Gouvernement italien voit avec faveur une augmentation de l'aide financière multilatérale aux pays en voie de développement. Il est contre l'aide liée et espère que l'on ne recourra pas à ce type d'aide à l'occasion du renouvellement des fonds de l'AID. Il espère bien que ce renouvellement se fera dès que possible et qu'à l'avenir les ressources de

<sup>1/</sup> Efforts et politiques d'aide au développement, Examen 1967, Rapport du Président du Comité d'aide au développement (Paris, 1967).

<sup>2/</sup> Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquième session, Supplément No 3, annexe II.

l'AID seront utilisées selon des critères de répartition géographique plus étendus que par le passé.

16. La délégation italienne porte un vif intérêt aux problèmes relatifs aux sorties de capitaux des pays en voie de développement et attend les études supplémentaires et détaillées qui ont été promises à ce sujet.

17. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) dit que le niveau élevé des dépenses militaires et des dépenses relatives à l'exploration de l'espace continue d'être l'une des causes principales de la stagnation du courant net de capitaux extérieurs destinés aux pays en voie de développement. Comme on l'a souvent souligné au sein de la Commission, les pays développés trouvent qu'il est difficile d'augmenter le volume des prêts aux pays en voie de développement, lesquels, de leur côté, n'ont qu'un accès très limité aux marchés mondiaux des capitaux en raison de leur faible solvabilité. Toutefois, une solution entièrement satisfaisante du problème ne dépend pas seulement de l'accroissement du volume et de l'amélioration des conditions du financement extérieur du développement; ces mesures ne sauraient remplacer une augmentation directe du pouvoir d'achat des pays en voie de développement qui résulterait d'une amélioration de leurs échanges internationaux. Pour la majorité des pays en voie de développement, les recettes provenant des exportations constituent non seulement la principale source de financement du développement économique, mais également la plus saine et la plus permanente.

18. Les recettes à l'exportation n'entraînent pas de charges financières et permettent donc d'échapper aux laborieuses opérations de réaménagement de la dette. Au surplus, comme l'a fait valoir récemment le Président de la BIRD, une augmentation, même marginale, de la part de ces pays dans les échanges internationaux aurait une influence favorable sur leur développement. Le Président de la BIRD a précisé que la part des pays en voie de développement dans les exportations mondiales aurait augmenté de 1 p. 100 et leurs recettes de devises d'un milliard de dollars pour 1966 s'ils avaient pu conserver la part dans le commerce mondial qui était la leur il y a cinq ans.

19. Comme l'a déclaré le Président de la BIRD, l'assistance multilatérale au développement à l'avantage d'être impartiale, peu onéreuse et commode, et les pays fournissant l'assistance devraient donc y recourir plus fréquemment. Le courant des capitaux publics, dont l'ampleur devrait continuer à s'accroître, devrait, de plus en plus, être canalisé par des organismes multilatéraux. Cela ne signifie pas que l'on doive adopter une attitude négative à l'égard des capitaux privés, fournis en général bilatéralement. S'il est entendu que l'assistance financière a pour principal objet le développement des pays insuffisamment avancés, on pourra toujours trouver une formule appropriée au type de financement disponible. Les investisseurs privés peuvent, à juste titre, s'attendre à une rémunération suffisamment intéressante, et d'autre part, il doit être admis que des arrangements politiques acceptables quant à leur utilisation doivent être conclus, de manière à faire respecter et à renforcer l'indépendance économique des pays bénéficiaires et, le cas échéant, à la consolider. Le Venezuela a constaté que l'association de capitaux

étrangers privés et de capitaux publics nationaux au sein d'"entreprises communes" est l'une des manières les plus efficaces de réaliser ces objectifs, sans que soit exclu pour autant la participation du capital privé national, et l'on met actuellement à l'essai d'autres formes d'associations, dont le succès pourra donner lieu à d'autres initiatives, soit dans le pays où ces expériences sont en cours, soit dans d'autres pays.

20. Malgré les efforts en vue d'augmenter l'épargne intérieure et d'éliminer le gaspillage des fonds disponibles, les pays en voie de développement sont encore incapables de financer leurs programmes minimaux d'investissement au moyen de leurs propres ressources. Le financement extérieur du développement sera donc nécessaire pendant de longues années encore. Il importe aussi de se souvenir que les capitaux internationaux, en particulier, lorsqu'ils sont fournis multilatéralement, incitent à mieux utiliser les ressources financières nationales, étant donné que l'exemple des projets financés multilatéralement conduit à l'amélioration de la qualité d'autres projets. Les crédits à l'exportation constituent une des formes de financement extérieur dont l'importance s'accroît de jour en jour, mais qui, de par sa nature même, est incompatible avec les besoins à long terme en matière d'investissements. En raison de l'importance exagérée que les acheteurs sont contraints d'accorder au facteur crédit, les fournisseurs ont tendance à en tirer parti pour vendre aux pays en voie de développement du matériel mal adapté à leurs besoins ou de qualité médiocre. En outre, ces crédits sont, par définition, des crédits à moyen terme et par là même ne laissent pas aux investissements auxquels ils sont destinés produire les effets recherchés; lorsqu'on y recourt dans des pays ne possédant pas le niveau technologique et économique voulu, le processus s'en trouve encore ralenti. Toutefois, ils peuvent utilement s'ajouter à d'autres formes d'assistance financière extérieure, si des mesures sont prises, tant par les pays développés que par les pays en voie de développement, pour les transformer en investissements auto-amortissables.

21. Le financement extérieur du développement devrait être analysé en liaison avec d'autres activités telles que le transfert de connaissances techniques dans les pays en voie de développement, pour leur permettre de mettre en valeur et d'utiliser leurs propres ressources naturelles. Ainsi, le Venezuela possède de riches gisements de latérites alumineuses, que l'on pourrait mettre en exploitation si l'on connaissait et utilisait des procédés techniques appropriés pour la production de l'aluminium, ce qui permettrait d'une part de réduire les importations de bauxite, et d'autre part de pallier, dans une certaine mesure, la pénurie mondiale de ce minéral.

22. En terminant, le représentant du Venezuela déclare que sa délégation appuie l'idée d'une charte du développement qui a été proposée par le représentant des Pays-Bas lors de la 1129ème séance. Toutefois, parallèlement à ces efforts, et avant de la consacrer en un document fondamental, il est indispensable d'entreprendre ou d'intensifier des programmes d'action pratiques dans les secteurs prioritaires. L'un des problèmes à propos desquels la nécessité d'une telle action est évidente est celui de la faim dans le monde.

Tout effort tendant à résoudre ce problème mérite d'être encouragé. C'est dans cet esprit que le développement de la production d'engrais doit être poursuivi de jour en jour avec une vigueur accrue. En entérinant le programme d'action pratique que contenait cette charte, les gouvernements, tant des pays développés que des pays en voie de développement, s'engageraient à prendre un certain nombre de mesures en faveur d'un effort de planification à l'échelle mondiale, destiné à réduire l'écart croissant entre les pays riches et les pays pauvres en matière de bien-être économique et social.

23. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) rappelle qu'en se félicitant de l'introduction, par le Canada et le Royaume-Uni, de prêts sans intérêts, le représentant du Ghana a déclaré que, dans le cas de ce dernier pays, cela s'était fait au prix d'une réduction de l'aide globale britannique. Il semble y avoir un malentendu qu'il convient de dissiper. Les prêts sans intérêts ont été introduits en 1965 et ont représenté 90 p. 100 de tous les engagements de crédits d'assistance britanniques; cependant, les débours totaux à ce titre se sont élevés pendant la même année à 209 100 000 dollars, contre 195 700 000 en 1965. Si le Gouvernement britannique n'a pu maintenir l'objectif fixé pour l'aide extérieure en 1967-1968, cela a été dû uniquement aux difficultés économiques générales qu'il a rencontrées. En dépit de ces dernières, le Royaume-Uni fournit encore un courant global de ressources destinées au développement, supérieur à 1 p. 100 de son revenu national net, au coût des facteurs, et il entend poursuivre dans cette voie.

24. M. VARELA (Panama) dit que les pays en voie de développement sont à juste titre déçus par le faible succès des mesures prises par les Nations Unies pour stimuler leur progrès économique. L'assistance financière extérieure est de toute évidence insuffisante et elle tend de plus en plus à être fournie bilatéralement, très souvent en vue de conserver ou d'obtenir le contrôle de certains secteurs. Malgré les besoins croissants des pays en voie de développement, l'aide publique n'a cessé de diminuer au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement par rapport au revenu national des pays industrialisés. Bref, les riches continuent de s'enrichir, les pauvres le sont toujours autant, et il faut abandonner tout espoir de voir les pays industrialisés augmenter spontanément leur aide financière dans un avenir prévisible.

25. La délégation panaméenne est convaincue qu'il est temps de mobiliser la bonne volonté de l'humanité pour promouvoir une interdépendance économique réelle sur le plan international. Des mesures concrètes en vue de redistribuer le revenu sur le plan international susciteraient, dans les pays en voie de développement qui ont l'impression de n'avoir aucune part au rapide progrès économique des pays indus-

trialisés, un sentiment d'appartenance et de participation à l'ordre international. A cet effet, le Panama présente le projet de résolution A/C.2/L.960, qui demande, dans un premier temps, la réalisation d'une étude concernant la possibilité d'instituer un tel système de coopération économique en vue de compléter les efforts que les pays en voie de développement déploient pour accélérer leur progrès économique et social. Il avait présenté un projet de résolution analogue à la session précédente, mais la Commission n'a pas pu, faute de temps, prendre une décision à son sujet. Une proposition similaire, relative à un système de taxation internationale destiné à appuyer les plans de développement à long terme, a été examinée en 1966 par la Commission économique pour l'Afrique. Le principe d'un tel système peut apparaître à première vue révolutionnaire ou utopique, mais l'histoire de l'assistance au développement montre que les efforts internationaux en faveur du développement économique ne peuvent être mobilisés qu'au moyen de mesures d'une grande portée. En tout état de cause, l'adoption du projet de résolution n'entraînerait pour aucun Etat l'obligation de prendre des mesures spécifiques. Un des facteurs qui devrait valoir au système de coopération économique envisagé l'approbation des pays en voie de développement est que les fonds qu'il permettrait d'obtenir seraient répartis par des organisations internationales et, par conséquent, ne seraient pas marqués du sceau de la charité.

26. M. Varela voudrait apporter une légère modification au dispositif du projet de résolution avant de le soumettre à l'examen de la Commission. Les mots "système de coopération économique ... contribution progressive prélevée", à l'alinéa a du dispositif doivent être remplacés par les mots "système de coopération économique qui serait fondé sur l'établissement d'une contribution progressive".

27. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba) demande s'il sera possible, en instituant le système de coopération économique envisagé dans le projet de résolution, d'assurer la participation de pays comme Cuba qui sont victimes de boycottages organisés par des groupements de pays tels que l'Organisation des Etats américains.

28. M. VARELA (Panama) souligne que l'un des buts de l'étude demandée dans le projet de résolution est de fournir des solutions pratiques aux problèmes de ce genre grâce à l'acheminement de l'assistance au développement par des organisations multilatérales ne pratiquant aucune discrimination.

29. M. WILMOT (Ghana) signale que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.961 ont décidé de supprimer, au paragraphe 4 du dispositif de ce texte, les mots qui suivent "résolution 1183 (XLI)".

*La séance est levée à 16 h 50.*